

## L'IMMIGRATION

LES PERMIS DE TRAVAIL À DES RESSORTIS-  
SANTS AMÉRICAINS QUI EXPLOITENT  
DES ÉTAUX

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. A. D. Hales (Wellington-Sud):** Monsieur l'Orateur, je voulais poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration. Le ministre de l'Agriculture ou celui de la Consommation et des Corporations pourraient peut-être y répondre mais, en leur absence, je la poserai au ministre du Commerce. Ses fonctionnaires ont participé au classement du produit auquel ma question se rattache. Pourrait-il dire à la Chambre ou découvrir pourquoi des Américains ont été admis au Canada et à quel titre on leur a accordé des permis de travail pour vendre frauduleusement de la viande à rabais en Ontario, comme le signale le *Globe and Mail* de ce matin?

**L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce):** Nous enquêtons là-dessus, monsieur l'Orateur, et j'en ai discuté ce matin avec mes fonctionnaires. Les légistes qualifiés de l'État ont été saisis de l'affaire et je fournirai d'autres détails à mon ami plus tard. Si le Parlement ne siège pas alors, je lui écrirai.

**L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Nord):** Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au solliciteur général ou au secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture si la viande en question avait été dûment inspectée et marquée, ou si elle était vendue illégalement sous ce rapport.

**L'hon. L. T. Pennell (solliciteur général):** Monsieur l'Orateur, je crois qu'il vaudrait mieux ne rien dire pour le moment. On a porté des accusations, mais toute personne est innocente tant qu'on n'a pas prouvé sa culpabilité. A mon sens, nous devrions laisser les choses où elles en sont tant que les tribunaux n'auront pas disposé des accusations.

**L'hon. M. Harkness:** Monsieur l'Orateur, au fond, je voulais savoir si l'on avait porté des accusations par suite de la vente de viande non inspectée.

**M. Hales:** Monsieur l'Orateur, lorsqu'il se renseignera là-dessus, le ministre du Commerce pourrait-il chercher à savoir si ces citoyens américains seront renvoyés dans leur pays quand ils auront purgé toute peine qui pourrait leur être imposée?

**L'hon. M. Winters:** Monsieur l'Orateur, le secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations pourrait peut-être donner des explications complémentaires.

[Français]

**M. Ovide Laflamme (secrétaire parlementaire du ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur l'Orateur, en réponse aux diverses questions qui ont été posées relativement à ce qui a paru dans les journaux d'aujourd'hui, le ministère de la Consommation et des Corporations était au courant, depuis le mois de janvier dernier, particulièrement par l'honorable député de Wellington-Sud (M. Hales), de ce commerce de viande. Le ministère de la Consommation et des Corporations a référé la question à la Division de l'inspection des viandes du ministère de l'Agriculture, du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social et également à la Division des standards du ministère du Commerce. Ceci a conduit, naturellement, aux arrestations auxquelles le ministère de l'Immigration a activement participé.

[Traduction]

LES RELATIONS  
FÉDÉRALES-PROVINCIALESLE REFUS PAR LA COLOMBIE-BRITANNIQUE  
DE LA DÉCISION DE LA COUR SUPRÊME À  
PROPOS DES DROITS MINIERS SOUS-MARINS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Barry Mather (New Westminster):** Monsieur l'Orateur, vu l'absence du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, je demanderais au premier ministre s'il sait que le gouvernement de la Colombie-Britannique veut passer outre à la décision de la Cour suprême à propos des droits miniers sous-marins et que des ministres de ce gouvernement ont déclaré que ce dernier percevra les redevances au mépris de la décision de la Cour suprême.

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, mon honorable ami a eu l'amabilité de m'envoyer le texte de sa question. Je ne sais rien de la nouvelle qui, si elle est vraie, est certes renversante.

**L'hon. M. Lambert:** Il faut s'attendre à tout de la part de la Colombie-Britannique.

LE PROJET DE L'UNION DES PROVINCES  
ATLANTIQUES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Albert):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser